Education prioritaire : amplifier la mobilisation !

Grève le 17 novembre

Communiqué académique – 14 novembre 2016

Le 29 septembre, puis le 11 octobre, les personnels de lycées de l'éducation prioritaire (académie de Versailles) ont massivement fait grève à l'appel des organisations SNFOLC, SNETAA-FO, SNES-FSU, SNEP-FSU, SNUEP-FSU, CGT Educ'action, SUD Education. Ils ont été massivement présents devant le ministère, preuve de leur détermination à obtenir satisfaction sur leurs revendications. Mais la ministre n'a toujours pas apporté de réponses satisfaisantes à leurs demandes.

Les personnels veulent des réponses : tout de suite !

Lors de son audition par l'assemblée nationale le 2 novembre, la ministre de l'Education nationale a déclaré : « *Nous avons déjà mis 350 M€ supplémentaires sur la réforme de l'éducation prioritaire mais je pense que nous devrons, durant le quinquennat prochain, aller plus loin, notamment pour réduire les effectifs par classe (…) Les enseignants des lycées qui sont dans les zones d'éducation prioritaire demandent à bénéficier des mêmes moyens que leurs collègues en collège. Ils ont bien raison, et il faudra faire la réforme des lycées de l'éducation prioritaire* ». Ce que la ministre feint d'oublier, c'est que cela fait deux ans que les personnels exigent le maintien de l'éducation prioritaire en lycée !
Aller plus loin durant le quinquennat prochain ? **Une réponse s'impose tout de suite : le maintien des lycées dans l'éducation prioritaire.** Les avantages spécifiques (indemnités, bonifications) doivent être pérennisés et non seulement prorogés pour deux ans, les moyens supplémentaires dans la DHG maintenus pour réduire les effectifs dans les classes, la mise en place de dédoublements.
En 2014 la ministre avait déclaré : « *donner plus à certains suppose d'en donner moins à d'autres. Il faut avoir le courage politique de le faire* ». Ce supposé courage politique n'est ni plus ni moins que l'austérité, la territorialisation de l'école, l'éclatement du cadre national au profit de l'autonomie des établissements. **C'est cette même logique d'individualisation, de concurrence entre les personnels, que le ministère cherche à imposer avec son projet d'évaluation des personnels enseignants, d'éducation et d'orientation** qui sera soumis au Comité technique ministériel début décembre. La notation chiffrée disparaîtrait au profit d'une évaluation par compétences, marginalisant le cœur de métier et reposant sur des entretiens individuels. La liberté pédagogique serait bafouée au nom d'un supposé « accompagnement » en réalité des formations-formatage imposées pour mettre en œuvre les contre-réformes. Ce projet ne doit pas voir le jour !

Amplifier la mobilisation : grève le 17 novembre à l'appel de FO, FSU, CGT, SUD

Les organisations syndicales SNFOLC, SNETAA-FO, SNES-FSU, SNEP-FSU, SNUEP-FSU, CGT Education et SUD Education des académies de Versailles et Créteil appellent « *à amplifier la mobilisation de ces derniers mois* […] *à faire grève massivement le jeudi 17 novembre et à rejoindre la manifestation parisienne (départ 14h de l'angle de la rue St Guillaume/rue de Grenelle vers l'Assemblée nationale)* ». Elles appellent également les personnels à « *discuter dans les AG d'établissement, d'ici le 17/11 et le 17/11, de la grève, des suites du mouvement et de ses formes (nouvelle journée de grève, reconduction de la grève etc)* ». Elles demandent à la ministre de recevoir une délégation composée de représentants syndicaux et de représentants d'établissements en lutte.

Face au refus de la ministre de maintenir l'éducation prioritaire dans les lycées avec les mêmes droits et garanties pour tous, les personnels sont fondés à amplifier la mobilisation !